

[Texte]

Diversity, economic diversity, is a basic part of the economic democracy on which we pride ourselves today. Concentration of economic power, whether in the hands of the state or of large private financial institutions, is totally contrary to those principles of economic democracy and totally subversive of them. COSB is deeply concerned at the potential for further concentration of economic and financial power inherent in the proposals for a significant expansion of compulsory public sector pension plans. A sound national pension policy must avoid the further concentration of national wealth and financial power in the hands of institutions, whether public or private.

From the point of view of the small business community, we have a further concern in this area because we know darned well that once we lose this money from our cashflow, through payroll taxes or other compulsory savings plans which remove the flexibility and control we have over our own operations, that money will never ever be recycled into the small business sector. Anyone who would quarrel with that assessment should look at the performance of pension plans and other financial institutions with regard to that percentage of their assets which they are permitted to place with nonqualifying companies. It is pitiful, and it will continue to be that way simply because our financial institutions, whether public or private, it matters not, are not capable, psychologically, administratively, managerially, or any other way, of recycling that money.

Major increases in payroll taxes, or compulsory savings that take the discretion out of the hands of the individual employer and employee, will mean a further concentration of power, and to date no government has been able, however willing, to show us otherwise. That further concentration of power will lead to an erosion of the resources available for entrepreneurship in Canada and as entrepreneurship, small business is the single largest source of new job creation, economic innovation and economic activity in this country. It would be like mortgaging our future—it would be mortgaging our future more effectively than any other way possibly conceived by government.

Well, those are our concerns with the area of mandatory pensions, whether public or private.

• 0955

What ideas, what solutions, what issues do we have to address here today that will assist you in a constructive fashion to deal with this question to get the results that you are looking for without creating an unacceptable drag on the opportunities for economic growth and individual initiative and opportunity that will generate the income necessary to pay future pensions, especially in the public sector?

26089-2

[Traduction]

La diversité économique est une composante essentielle de cette démocratie économique dont nous sommes tellement fiers. La concentration du pouvoir économique entre les mains de l'État et des grands établissements financiers du secteur privé contrevient totalement à tous ces principes de démocratie économique et leur est même nuisible. Notre organisation s'inquiète beaucoup des perspectives d'une concentration encore plus grande des pouvoirs économique et financier inhérente aux propositions faisant état d'un étoffement considérable des régimes de pension obligatoires du secteur public. Toute politique nationale saine en matière de pension doit éviter cette concentration supplémentaire des pouvoirs financiers et des richesses nationales entre les mains des organismes publics comme privés.

Du point de vue de la petite entreprise, c'est un domaine qui nous inquiète également, parce que nous savons fort bien que dès que nous aurons perdu cet argent, dès qu'il nous aura échappé, accaparé qu'il sera par les déductions à la source ou par tout autre régime d'épargne obligatoires qui aura pour effet d'éliminer cette souplesse et ce contrôle dont nous jouissons actuellement au niveau de nos propres activités, cet argent ne sera plus jamais recyclé dans la petite entreprise. Quiconque en douterait n'a qu'à étudier le bilan des régimes de pension et ceux des autres établissements financiers en s'attachant surtout au pourcentage des actifs que ces organismes réinjectent au sein des entreprises qu'on pourrait qualifier d'extérieures. Cette situation est lamentable et elle le restera pour la simple raison que nos institutions financières privées et publiques sont absolument incapables du point de vue psychologique, administratif ou gestionnel de recycler cet argent.

Tout relèvement d'envergure de la fiscalité à la source ou de l'épargne obligatoire faisant perdre à l'employeur comme à l'employé ce pouvoir discrétionnaire qu'il avait jusqu'alors se traduira par une surconcentration des pouvoirs et, jusqu'à présent, aucun gouvernement n'a jamais été capable, malgré toutes les meilleures intentions du monde, de nous prouver le contraire. Cette surconcentration des pouvoirs entraînerait une érosion des ressources sur lesquelles l'entreprise canadienne peut compter et, à ce titre, la petite entreprise, il ne faut pas l'oublier, est le principal créateur d'emplois nouveaux, est la principale source de progrès économique et d'activités économiques dans notre pays. Cela reviendrait à hypothéquer notre avenir, et à l'hypothéquer bien plus que n'importe quelle autre initiative envisageable par le gouvernement.

Voilà donc tout ce qui nous inquiète à propos des pensions obligatoires, qu'elles soient publiques ou privées.

Quels sont nos idées, nos solutions ou encore les problèmes sur lesquels nous devons nous pencher aujourd'hui, pour vous aider de façon positive à trouver les réponses et à obtenir les résultats que vous souhaitez sans créer un fardeau intolérable et sans grever les perspectives de croissance économique et les possibilités d'initiative personnelle susceptibles de donner naissance au revenu nécessaire pour payer les pensions de demain, surtout dans le secteur public?